



« PISA : regarder au-delà des moyennes... »

Pour la professeure de sociologie Marie Duru-Bellat, la ségrégation entre établissements en France, le lien fort entre diplôme et emploi ou encore le délitement de la relation maître-élève « permettent de comprendre notre niveau élevé d'inégalités sociales ». Tribune. Les commentaires qui ont suivi la publication, début décembre, des résultats de la dernière enquête PISA se sont le plus souvent polarisés sur la place de la France dans le classement. Un chiffre en fait peu intéressant : car, vu l'hétérogénéité des pays pris en compte, notre place, moyenne, entre des scores qui varient de 555 (dans 4 provinces chinoises prospères) à 340 (aux Philippines), n'a guère de signification. La situation n'est guère plus satisfaisante si on se limite aux pays de l'OCDE !

Au-delà de la stabilité moyenne de nos scores qui est volontiers soulignée dans ces commentaires, il faut surtout se préoccuper de la stabilité du noyau dur des élèves faibles, dont les meilleurs s'éloignent en outre de plus en plus en plus.

Et puis, et surtout, il y a cette énigme (elle aussi stable) des inégalités sociales de performance plus marquées qu'ailleurs. Car il s'agit bien d'une énigme. On ne peut en effet renvoyer cette inégalité scolaire à la force des inégalités sociales en France (les élèves seraient d'autant plus inégaux à l'école qu'ils évoluent dans une société inégale) : par rapport aux pays de l'OCDE, la France a un niveau d'inégalité moyen et des pays scolairement plus égalitaires que nous, comme le Canada, ont un niveau d'inégalités sociales un peu plus fort.

Ségrégation entre établissements

Les comparaisons internationales entre les systèmes éducatifs suggèrent que le système français devrait théoriquement être un des moins inégalitaires, puisqu'il comprend nombre des caractéristiques associées le plus souvent à une égalité, scolaire et sociale, des performances. Nous avons un enseignement pré-élémentaire très développé et surtout avons depuis longtemps instauré un tronc commun au collège, un facteur a priori favorable à l'égalité, puisque les inégalités sont en général plus fortes dans les systèmes qui prévoient des filières dès l'âge de 14 ans (ou même avant).

Mais il y a des facteurs qui jouent en sens inverse et s'avèrent défavorables à l'égalité : nous continuons à faire redoubler les élèves en difficulté, plus souvent de milieu social défavorisé, ce qui à la fois accroît les inégalités et tire le niveau moyen vers le bas.

Les inégalités entre les élèves dépendent aussi de l'importance de la ségrégation sociale et scolaire entre les établissements. En l'occurrence, même si là encore notre niveau de ségrégation sociale est assez moyen au niveau collège, notre situation s'est dégradée avec notamment l'assouplissement de la carte scolaire, qui favorise, du fait de la fuite des élèves les moins défavorisés, la constitution d'établissements très populaires aux performances d'autant plus médiocres. Sur ce point, l'OCDE note que, dans notre pays, les élèves les plus faibles sont davantage regroupés dans les mêmes établissements, alors qu'on sait que cela constitue ce qu'on appelle pudiquement des « contextes difficiles », en général peu propices aux apprentissages. Mais il faut compter aussi avec le fossé (scolaire et social) qui oppose les lycées professionnels aux autres types d'établissements ; dans les premiers, précisément, se concentrent les élèves défavorisés.

Autre caractéristique structurelle du système français, sans doute non anodine ; notre système de grandes écoles – verrou de l'accès à l'élite – qui durcit la compétition entre élèves dès le secondaire. Dès le collège, les parents les mieux informés savent déployer des stratégies de « distinction » pour placer leur enfant au mieux dans ce qui est perçu, non sans raison, comme une compétition qui accentue les inégalités.

Relations maîtres et élèves moins confiantes

Car il ne faut pas négliger le contexte socio-économique plus large, et l'articulation forte qui existe dans notre pays entre diplômes et emplois et peut jouer un rôle dans cette importance des

inégalités sociales scolaires. La réussite dans les études constitue un enjeu d'autant plus prégnant et, dans cette compétition sans merci, certains élèves ont plus d'atouts que les autres. Volontiers perçue comme un gage de méritocratie, l'emprise des diplômes peut jouer contre la justice... Effectivement, les comparaisons internationales montrent que plus l'emprise des diplômes sur les emplois et les salaires est marquée, plus les inégalités sociales à l'école tendent à l'être également.

Last but not least, il faut bien sûr évoquer les questions de pédagogie (et donc, en filigrane, de formation des enseignants), avec, dans cette dernière enquête PISA, de nombreux indices qui doivent alerter : des relations entre maîtres et élèves moins confiantes, des élèves qui, moins qu'ailleurs, disent recevoir des retours individualisés sur leur travail, etc. Ces constats (stables, une fois encore) ne sont pas étonnants dans un pays où l'on méprise (ou du moins où l'on a longtemps méprisé) les questions pédagogiques, mais ils doivent être soulignés quand on sait que ce sont les élèves les plus faibles qui sont le plus affectés par la qualité de leur encadrement pédagogique.

Tous ces facteurs concourent sans nul doute à comprendre notre niveau élevé d'inégalités sociales. Mais une des vertus de l'enquête PISA est de montrer que ce n'est en rien une fatalité, puisque certains pays aussi inégalitaires font mieux que nous, ou encore que certains voient leur situation s'améliorer au fil du temps. De plus, rien n'est jamais sous la dépendance exclusive de facteurs sociologiques. On en veut pour preuve ce constat réitéré dans PISA des performances très élevées des élèves des pays asiatiques, notamment en mathématiques ou en sciences, qu'il semble possible d'expliquer au moins en partie en invoquant les particularités de langues comme le japonais, le coréen ou le chinois : leur système de désignation des nombres rend plus aisée la maîtrise, très jeune, du système de numération.

On peut ajouter que, dans ces pays, l'implication des mères auprès des tout jeunes enfants est très marquée et vise très tôt des acquisitions qui dans d'autres pays se feront à l'école élémentaire, la pression des parents se poursuivant toute la scolarité durant, redoublée par des cours de soutien privés quasi généralisés. Tout n'est donc pas purement scolaire dans les résultats de l'enquête PISA...

Marie Duru-Bellat (Professeur émérite de sociologie à Sciences Po)